

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

CCAS d'Antibes (06)
2 avenue de la libération
06600 Antibes

**AVIS DE MARCHÉ
SERVICES****Organisme acheteur**

CCAS d'Antibes (06), Service de la Commande Publique, 2 avenue de la libération, 06600 Antibes, pays_ISO3166_FRA. Tel : +33 492913825. E-mail : cde.publique@ccas-antibes.fr.

Adresse(s) internet

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

ANALYSES D'EAU, LEGIONNELLE ET POTABILITE ET ENTRETIEN PRÉVENTIF ET CURATIF D'INSTALLATIONS D'EAU SANITAIRE (EF et ECS) AINSI QUE LE SUIVI DES FONTAINES À EAU SUR RÉSEAU À L'INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE.

Lieu d'exécution

Centre Communal d'Action Sociale 06600 Antibes

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

cf. CCP

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

cf. CCP

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Oui****Il convient de soumettre des offres pour**

un ou plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution

Durée en mois : 48 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des candidatures

Mercredi 07 janvier 2026 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 48 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

01 février 2026

Conditions relatives au marché**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

cf. CCP

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

cf. CCP

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat****Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante).

1: Valeur technique (60%)

2: Prix (30%)

3: Développement durable (10%)

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

25AC005-01 à 02

Renseignements complémentaires :

Le présent marché est passé pour une durée initiale de 12 mois partant de la date effective du début des prestations fixée au 1er février 2026. Il est ensuite renouvelable trois fois un an selon les modalités prévues à l'article 2.2 du CCP, sans que la durée totale ne puisse excéder le 31 janvier 2030.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels

cf. CCP

Conditions de remise des offres ou des candidatures

cf. RC

Une visite sur site est obligatoire pour les deux lots

Adresses complémentaires**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :**

CCAS d'Antibes 2 avenue de la Libération , à l'attention de Service de la Commande Publique , 06600 Antibes, FRANCE. Tél. +33 492913825. E-mail : cde.publique@ccas-antibes.fr. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

Informations sur les lots**LOT N° 1 :****Description succincte**

Entretien préventif et curatif des installations d'eau sanitaire (EF et ECS) ainsi que le suivi des fontaines à eau sur réseau à l'intérieur des bâtiments du centre communal d'action sociale

Quantité ou étendue

cf. CCP

LOT N° 2 :**Description succincte**

Analyses d'eau, légionnelle et potabilité

Quantité ou étendue

cf. CCP

Date d'envoi du présent avis

21 novembre 2025